

Le 25 Mars 2012

LE THÉORÈME D'HAAVELMO

La relance sans déficit

Serge-Christophe Kolm

Le problème macroéconomique actuel crucial est le suivant. On augmente les impôts et on réduit les dépenses publiques pour réduire les déficits publics. Ces mesures sont douloureuses et, par effets keynésiens, elles freinent la croissance de l'économie, ce qui diminue l'emploi et encore les consommations et, en restreignant l'assiette fiscale, entrave le rendement des impôts et donc la réduction des déficits. Une relance contraire classique par baisses d'impôts ou hausse des dépenses publiques peut favoriser l'emploi et les consommations privées et de services publics mais elle accroît le déficit public. Le premier dilemme auquel la politique économique est confrontée est donc : *est-il possible de relancer l'économie sans créer de déficit public ?* La première réaction d'un économiste face à cette question est que c'est précisément le sujet du fameux « Théorème d'Haavelmo » qui dit : *un accroissement des dépenses publiques et des recettes fiscales d'un même montant crée un accroissement du revenu national de ce montant.* Par exemple, avec les ordres de grandeur français actuels d'un secteur public approchant la moitié du PIB, un accroissement de 2% à la fois des dépenses publiques et des impôts augmente le taux de croissance du PIB de 1%. Cette conséquence mathématique remarquable de la « théorie keynésienne simple » est associée au nom de l'économiste norvégien Trygve Haavelmo (professeur à l'université d'Oslo et prix Nobel d'économie de 1989) pour son article paru en 1945 dans la revue *Econometrica* (« Multiplier Effects of a balanced budget », vol. XIII, pp.311-318), bien qu'elle ait souvent été aperçue avant (par Wallich, Hansen, Kaldor, Samuelson, etc.). Une théorie plus complète et plus raffinée de l'économie modifie ce « théorème », dont il reste cependant, comme philosophie générale, qu'il prouve qu'il n'y a pas de raison pour que l'effet des finances publiques sur le revenu national et la croissance passe par, et seulement par, le déficit public (comme le suppose le débat public actuel). Une grosse économie moderne se conduit donc comme un char d'assaut, en maniant les manettes « à contre » : pour la mettre dans la bonne direction, il faut à la fois pousser d'un côté et freiner de l'autre.

Cette propriété résulte de l'équation de base de la conception du fonctionnement de l'économie formulée par J.M. Keynes pour une situation de sous-emploi important (comme

en France maintenant ; certains conseillers proposent d'accroître la productivité des facteurs de production par des « politiques de l'offre » ; cela est fort bien, mais, en cette période de fort sous-emploi, M. Mittal a déclaré : « dès que j'ai de la demande, je rouvre les aciéries »). Le phénomène haavelmien résulte de ce que, en gros, les dépenses publiques et les prélèvements fiscaux n'impactent pas le « circuit économique » au même endroit. Cela peut s'expliquer « littérairement » facilement. Les services publics constituent une partie de la production nationale. Cette production a pour contrepartie les revenus des facteurs de production. Et une hausse de ces revenus induit une hausse des dépenses des ménages et par là une hausse de la demande de consommation. Mais cette hausse des revenus est annulée par une hausse des impôts de même montant (ce qui importe ici n'est pas l'assiette spécifique du calcul des divers impôts mais le fait que, in fine, ils ponctionnent le revenu disponible). Donc, au total, le produit national s'est accru d'un montant égal à celui des dépenses publiques et des impôts (CQFD). La dépense publique est relativement plus efficace pour l'emploi et la croissance, et les impôts sont relativement plus efficaces pour réduire le déficit. D'où la combinaison de politiques obtenue. Cette conclusion qualitative se retrouve d'ailleurs dans tous les grands modèles complets et raffinés modernes utilisés pour les politiques économiques et par les banques centrales, ou purement universitaires (voir la synthèse dans l'article « Effects of Fiscal Stimulus in Structural Models », dix-sept auteurs, *American Economic Journal : Macroeconomics*, Janvier 2012, vol. 3, n°4, pages 22-68).

Cette relance équilibrée (ou haavelmienne) constitue le noyau central et le phénomène de base et de départ de la pensée et de la politique macroéconomiques d'une reprise durable. Une relance par dépense publique seule ou par baisse d'impôts crée un déficit et un endettement publics qui devront être réglés par des mesures inverses avec effets inverses (« rigueur »). D'où les alternances du « nouveau cycle économique à conduite publique » qui remplace celui d'avant les années 1980 où le motif de la politique déflationniste était plutôt de freiner l'inflation (et le déficit extérieur si les variations de taux de change n'y suffisaient pas) et qui est encore actif en Chine (politiques de freinage économique pour restreindre l'inflation).

Toutefois, d'autres effets peuvent plus ou moins intervenir et devoir être considérés pour les compenser ou les utiliser. Les divers impôts (et dépenses publiques) ont divers « effets de prix » (ou d'incitation) outre leur « effet de revenu ». Leurs effets de distribution peuvent être pertinents pour leurs conséquences macroéconomiques, de justice sociale et

politiques. Le niveau des prix peut importer, en distinguant soigneusement une hausse en un coup (par exemple sous l'effet des impôts indirects) du cas de l'inflation qui est une hausse continue (par exemple sous l'effet d'excès durables de demandes sur les offres correspondantes) et qui pourrait introduire certains effets de l'« ancien cycle ». Les effets de certains coûts et prix relatifs peuvent devoir être ajoutés. Les effets de crédit et de taux d'intérêt et diverses anticipations peuvent aussi compter, en fonction de l'accompagnement monétaire de la politique budgétaire. Notons seulement quelques effets particulièrement pertinents.

Un transfert aux ménages qui dépensent sur-le-champ leur nouveau revenu a la même efficacité de relance que la dépense publique. Donc, par Haavelmo, un transfert de riche à pauvre (un « transfert progressif » dit-on) accroît le PIB du même montant. Ainsi, cette nouvelle consommation est entièrement produite par de l'utilisation nouvelle de ressources, par de la baisse du chômage. En fin de compte, par rapport à son absence, un transfert progressif n'est payé par personne. Ce n'est qu'en plein emploi que sa justification classique par le fait qu'il ferait gagner plus de « bien-être » aux pauvres qu'il n'en ferait perdre aux riches (fondement classique de la théorie normative des inégalités économiques) peut être pertinente.

L'effet annexe le plus direct d'une relance haavelmienne est un accroissement de la part du secteur public dans l'économie. Cela peut être souhaitable, s'il existe des activités où l'action publique peut favoriser l'efficacité microéconomique et la distribution selon les besoins. Dans le cas contraire, cette part publique peut être diminuée soit par les politiques inverses de stabilisation dans les moments où un choc de demande globale excédentaire induit des tensions inflationnistes, soit par des politiques *ad hoc* de privatisation d'activités où l'intervention publique entrave l'efficacité microéconomique et des valeurs personnelles en termes de libertés ou de distribution selon le mérite.

D'autre part, quelle que soit sa cause, la reprise d'un pays se diffuse aussi quelque peu aux pays producteurs de ses importations. Si ceux-ci croissent aussi, le pays en profite semblablement en retour. Les équilibres des échanges extérieurs sont réglés par deux phénomènes : entre zones monétaires, par flottage des taux de change contrôlé par la politique monétaire et, dans une zone, par accords coopératifs de coordination des politiques. Si, au sein d'une même zone, certains pays veulent surtout du non-déficit public et d'autres veulent

surtout plus d'emploi et de croissance, le théorème d'Haavelmo propose la synthèse agrégée : des dépenses expansionnistes et des impôts équilibrants, en montants à peu près égaux, avec répartition dépendant de l'état relatif des pays.

En tout état de cause, l'essentiel est que les politiques économiques menées ou proposées n'ignorent pas le phénomène de logique économique central et clé de l'économie de notre temps, qui permet une relance sans déficit public. Le retard des politiques économiques sur la compréhension économique a été un des drames du monde. Nous voici face au cas du jour.

La logique keynéso-haavelmienne permet même d'aller plus loin. L'équation (identité) keynésienne de base (revenu égale dépense) implique que l'on peut même effectuer une relance en diminuant la dette publique existante. On peut en effet relancer en ayant un surplus budgétaire. Cela arrive cependant, montre-t-on, si et seulement si les dépenses publiques et les impôts augmentent plus que l'accroissement induit du revenu national. Dans la situation de la France actuelle, par exemple, si le revenu national augmente de 1% de plus, les dépenses publiques et les impôts devraient croître de plus de 2% pour obtenir un surplus budgétaire positif. Ce surplus se trouve en fait être le produit de l'excès de l'accroissement des impôts sur celui du revenu national, multiplié par la proportion de leur revenu que les ménages épargnent. Ce dernier chiffre est particulièrement élevé en France. C'est un des atouts de ce pays. Il serait dommage de ne pas en profiter.

La logique keynésienne sous-jacente a été critiquée au siècle dernier par des théories économiques concurrentes, mais les mésaventures économiques de ce siècle ont fait perdre leur crédibilité à celles-ci dont les plus extrémistes ont même une sérieuse responsabilité dans cette crise. En conséquence, en 2008 toutes les politiques économiques sont devenues violemment keynésiennes (et tout autant monétaristes expansionnistes, pour être sûr de ne pas manquer la cible), mais sans les prévisions quant aux effets des dettes publiques créées et sans la subtilité nécessaire pour les éviter. La relance haavelmienne permet cela, et un surplus budgétaire permet d'éponger les abus des grosses lances à incendie de ce keynésianisme d'urgence. Milton Friedman pensait que la relance keynésienne ne marche pas parce que les agents, voyant la dette publique résultante, anticipent les impôts que son paiement requerra pour eux ou leurs héritiers et réduisent en conséquence leur demande. Les agents ne souffriraient pas de l'« illusion obligataire » (*bond illusion*) nécessaire. Outre que cela

laisserait encore un effet haavelmien de relance, ce comportement ne reflète pas bien la réalité. Pour Keynes, de toute façon, « dans le long terme nous serons tous morts ». Mais quelle est la longueur du « long terme » pertinent ? La crise récente nous l'a appris : trois ou quatre ans ; trop court. La vérité est donc entre les deux. Les agents n'ont pas à « anticiper » les impôts : ils les constatent en les subissant effectivement. Et la logique haavelmienne montre que le télescopage (simultanéité) des mesures laisse des possibilités (relance par la dépense avec rigueur fiscale).

Une autre solution proposée est de laisser l'inflation permettre une relance grossière et d'alléger le poids de la dette en monétisant une partie et en laissant baisser la valeur réelle du reste (dans la mesure où les taux d'intérêt des marchés ne suivent pas) – Paul Krugman déclare par exemple : « l'inflation n'est pas le problème mais la solution ». Sauf si l'on pouvait limiter l'inflation à moins de 4% l'an en plein-emploi et aux pays à excédent commercial, ce serait négliger inconsidérément et très dangereusement les effets disruptifs économiques, sociaux et politiques de l'inflation, que les anticipations accrochent. Cela entraînerait la nécessité ultérieure d'une stabilisation (« rigueur ») anti-inflationniste, ramenant l'« ancien cycle » dont l'effacement a été le grand succès économique de la fin du vingtième siècle – non cependant sans d'abord concentrer la hausse sur des actifs spécifiques successifs (« bulles » financées par l'endettement dont l'éclatement a mené à 2007-2008).

Les possibilités économiques fondamentales notées sont bizarrement (et scandaleusement) absentes des débats de politique économique actuels. Parmi les projets présidentiels présentés, un seul se trouve avoir quelques chances d'enclencher un certain effet haavelmien positif, et la plupart des autres ne sont pas encore assez précis pour qu'on en puisse juger. Un autre discours fut prescient sur la dette mais devient risqué sur l'inflation. Le pays se porterait mieux si les conseillers économiques remplaçaient leurs joutes gesticulatoires d'effets d'annonce par la remémoration commune et consensuelle des résultats non-partisans des dernières pages du second chapitre de leurs cours de macroéconomie. La pensée unique que reflète la rumeur nationale, si elle évolue, reste incapable des analyses et distinctions nécessaires. Elle se motive par un moralisme vertuiste quelque peu sadique valorisant la douleur des privations (dont la « rigueur » comme rédemption) et par la vue pugilistique de l'économie supposant que tout ce qui compte est la distribution – cela compte beaucoup, mais, en large sous-emploi des ressources, c'est loin d'être tout. Quand la ressource rare n'est plus le travail, c'est la compréhension économique. Pour conclure la *Théorie*

Générale, Keynes remarque que, en fin de compte, le danger vient moins des intérêts que des idées – précisons : de la mode en la matière, qui permet d'économiser de la finesse et de l'effort de réflexion.